



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 313 du 10 décembre 2023

Au sommaire :

- **Loi immigration : nouvelle attaque contre les travailleurs et rivalités politiques autour de la gestion du marché mondialisé du travail au profit du CAC40** - *Christine Héraud*
- **« Horreur totale » à Gaza et en Cisjordanie, le martyr du peuple palestinien est aussi la tragédie du peuple juif** - *Yvan Lemaitre*

## **Loi immigration : nouvelle attaque contre les travailleurs et rivalités politiques autour de la gestion du marché mondialisé du travail au profit du CAC40**

Le projet de loi Immigration a été adopté en commission des lois de l'Assemblée nationale dans la nuit de vendredi à samedi 2 décembre, avant d'être discuté dans l'Hémicycle à partir du 11 décembre. Le texte avait fait l'objet au Sénat de toutes les surenchères xénophobes et racistes de la droite et de l'extrême-droite et la commission des lois à majorité macroniste a rétabli en partie le premier projet, qui est une attaque d'ampleur contre les travailleurs immigrés, les migrants et demandeurs d'asile.

L'article 3, sur la régularisation des travailleurs étrangers dans les métiers dits en tension qui avait fait hurler la droite et l'extrême-droite et qui était leur « ligne rouge », supprimé par le Sénat, n'a pas été rétabli alors qu'il est revendiqué par une partie du patronat de ces secteurs qui voudrait pouvoir exploiter légalement une main d'œuvre corvéable à bas prix. Les régularisations seront soumises à l'arbitraire des préfets qui pourront s'y opposer au motif de « menace à l'ordre public » ou « non-respect des valeurs de la République ou polygamie ». La démagogie réactionnaire et xénophobe fait la loi...

Les députés de la Commission des Lois ont supprimé l'outrance délirante des sénateurs de vouloir instaurer des quotas migratoires, une mesure encore jamais prise par aucun gouvernement, remplacée par l'hypocrite proposition de Darmanin d'« objectifs chiffrés qui permettent d'être indicatifs » qui revient à... des quotas.

S'ils ont supprimé le délit de séjour irrégulier, ils ont approuvé les principales mesures du volet « fermeté » du projet de loi, qui facilitent les expulsions, rendent plus difficiles le regroupement familial, les demandes d'asile ou la délivrance de visas aux étrangers.

La gauche a dénoncé « une loi raciste, xénophobe, qui aura des conséquences mortelles pour des milliers de personnes » (Thomas Portes de La France Insoumise), « guidée par l'extrême-droite qui fixe le curseur politique » et « valide de fait les thèses abjectes de la préférence nationale » (Elsa Faucillon, députée PC), mais partage l'idée que la France ne peut pas « accueillir toute la misère du monde » et reprend à son compte la nécessité d'une régulation de l'immigration, la même démagogie xénophobe qui voudrait laisser croire qu'il y aura moins de chômeurs français si on ferme les frontières. Au point que Roussel a évoqué la possibilité de s'abstenir !

Les rivalités et surenchères politiques ne manqueront pas de se poursuivre dans l'hémicycle tant s'exacerbe la concurrence entre Darmanin-Ciotti-Le Pen pour le leadership du bloc réactionnaire, mais l'ensemble des forces parlementaires est d'abord confronté à la gestion du marché du travail mondialisé par les politiques migratoires que leur impose la dictature du profit et du marché capitalistes.

### **Instrumentalisation raciste et xénophobe**

Le RN, Edwige Diaz accusant le gouvernement d'« idéologie immigrationniste... [de] vouloir régulariser tous les clandestins ! » et LR, Annie Genevard dénonçant les « signaux catastrophiques » d'une « ouverture sans freins à une immigration massive », agitent l'épouvantail d'un prétendu risque d'afflux d'immigrés, d'un « appel d'air » qui serait une catastrophe pour les travailleurs français. Leurs fantasmes, démentis par la réalité, surfent sur les difficultés et la peur de l'avenir de nombre de travailleurs confrontés à la régression sociale, aux licenciements, à la précarisation qu'ils voudraient retourner contre

des boucs émissaires, les migrants, les étrangers qui ne seraient rien d'autre que des fraudeurs, des délinquants, voire des terroristes.

Toute la propagande du bloc réactionnaire de Darmanin à Le Pen vise à diviser les travailleurs, à détourner leur révolte des vrais responsables de l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail, de leur paupérisation, et tenter de la retourner contre encore plus pauvres, plus exploités. Une offensive xénophobe qui reflète l'inquiétude des politiciens et des classes dominantes devant les conséquences dramatiques de leur politique, la révolte qu'elle suscite et la menace d'explosions sociales.

## **Les lois immigration, des réponses aux besoins de main d'œuvre du patronat**

La loi Immigration, au-delà de la démagogie sécuritaire et xénophobe de la classe politique pour diviser les travailleurs, répond aux besoins du marché du travail. Ce marché devenu mondial avec la mondialisation des chaînes de production est à l'origine d'un vaste mouvement de migrations de travailleuses et de travailleurs à l'échelle de la planète, démultiplié par les conséquences de la faillite capitaliste et des drames qu'elle engendre pour des millions d'hommes et de femmes contraints de fuir leur pays pour échapper à la misère, aux guerres, à la dévastation de la planète et aux dérèglements climatiques.

Le chemin des migrant·es à la recherche d'une vie meilleure, d'un travail, se heurte aux barrières meurtrières érigées par les Etats, qui ne sont pas contrairement au récit des démagogues une réponse à l'arrivée massive de candidats à l'immigration mais des politiques qui prétendent protéger des économies nationales où travailleurs et classes populaires auraient les mêmes intérêts que les multinationales et les patrons qui les exploitent.

Les frontières à l'immigration ont toujours répondu aux besoins du patronat. Elles ont été largement ouvertes après-guerre quand le patronat lui-même allait recruter directement la main d'œuvre misérable dans les villages de l'empire colonial en Algérie ou au Maroc pour relancer la production et les profits, jusqu'en 1974 où, sous le coup des premières manifestations de la crise et de la montée du chômage, Giscard fermait les frontières aux immigrés économiques.

Au gré des besoins en main d'œuvre du patronat selon les secteurs de production, tous les gouvernements, de droite ou de gauche ont voté des lois immigration alliant la démagogie raciste et xénophobe de division des travailleurs aux réponses aux besoins du marché du travail. L'« *immigration choisie* » de Sarkozy en 2005 qui prétendait en finir avec l'« *immigration subie* » a été reprise par tous les gouvernements jusqu'à E. Philippe en 2019, « *loin dans l'ouverture là où nous pensons que c'est bon pour la France, loin dans le contrôle là où les abus ne sont pas tolérables... S'agissant de l'immigration professionnelle [il faut] avoir une approche pragmatique en relation avec nos besoins de main-d'œuvre [...] en fonction des besoins non couverts, on va fixer les besoins par métier et par*

*territoire.* ». L'accord franco-algérien de 1968, jugé trop favorable aux travailleurs algériens pour leurs conditions de circulation, de séjour et d'emploi en France, est même aujourd'hui remis en cause par Borne marchant dans les pas de Ciotti.

Face aux besoins croissants du patronat, les régularisations pour motif professionnel sont ainsi passées selon l'INSEE de 7 380 en 2019 à 10 770 en 2022, la part des diplômés du supérieur passant de 24 % à 35 % entre 2010 et 2020.

## **Sous couvert de plein emploi, baisser le coût du travail**

L'« *immigration choisie* » est de fait l'instauration d'une précarisation subie. Avec ou sans-papiers, le patronat surexploite l'ensemble des travailleuses et travailleurs migrant·es, contraints d'accepter les pires conditions de travail, maintenus dans la peur et la menace permanente de l'expulsion ou du non-renouvellement du titre de séjour, pour baisser le coût du travail de tous, le capitalisme failli ne pouvant plus réaliser ses profits que par la surexploitation du travail. Patronat et Etat ont de plus en plus recours à la sous-traitance, qui devient le mode de fonctionnement de la plupart des grandes entreprises, y compris de la fonction publique. « *Les donneurs d'ordre ne peuvent que savoir. Quand dans la confection, on commande pour très vite tant de pièces à tels prix, on sait que cela se fera de nuit et pas au Smic* », dénonçait un travailleur sans-papier.

Les travailleurs migrants n'occupent plus une place marginale dans l'économie, ils sont au cœur du système, indispensables aux grands chantiers, dans les secteurs du BTP, restauration, ménage, gardiennage, aide à la personne, mais aussi dans les métiers plus qualifiés de la médecine, de l'ingénierie et du numérique... Ils représentent 10 % des emplois, 17 % dans l'hôtellerie-restauration. Ils sont une fraction de la classe ouvrière maintenue volontairement sans droits, au cœur de la concurrence exacerbée que les classes dominantes imposent aux travailleurs de plus en plus précaires, toutes origines confondues. Le gouvernement et Le Maire, aveuglé par son mépris des classes populaires et des pauvres et dont le cynisme est allé jusqu'à appeler les Français à « *se secouer les puces* » pour atteindre les 5 % de chômage, ne promettent qu'un hypothétique plein emploi d'ultra-précaires surexploités.

## **Le front internationaliste des travailleurs**

Les travailleuses et travailleurs migrant·es, travailleur·es du monde, en bousculant les frontières déstabilisent l'ordre établi, l'ordre des possédants et leurs préjugés et idéologies réactionnaires, et constituent une formidable force révolutionnaire.

Le capitalisme mondialisé a créé à l'échelle mondiale une classe ouvrière jeune, connectée, cultivée, internationale et l'a jetée sur le marché mondial du travail, libérée des préjugés nationalistes que voudraient imposer au monde du travail les politiciens démagogues qui servent les nantis et dont la lutte pour la survie et la dignité est une contes-

tation même de l'exploitation capitaliste. Au cœur de la surexploitation du travail, sans droits, ils sont au cœur des révoltes et des colères et peuvent entraîner l'ensemble des travailleurs dans la lutte pour la transformation du monde, pour construire ensemble le nécessaire front internationaliste des travailleurs pour un monde sans frontières.

C'est bien la crainte que ces évolutions humaine, sociale et politique ne prennent conscience d'elles-mêmes pour devenir subversives qui panique les classes réactionnaires et les démagogues à leur service pour défendre leurs privilèges nationaux à l'ombre de la grande bourgeoisie. Un monde condamné.

Christine Héraud

## **« Horreur totale » à Gaza et en Cisjordanie, le martyr du peuple palestinien est aussi la tragédie du peuple juif**

Vendredi, au Conseil de sécurité de l'ONU, les USA, seuls, ont mis leur veto à « un cessez-le-feu humanitaire immédiat ». « Cela planterait seulement les graines pour une future guerre, parce que le Hamas n'a aucun désir d'une paix durable » s'est justifié l'ambassadeur américain reprenant le mensonge officiel de l'ambassadeur israélien : « le vrai chemin vers la paix est seulement de soutenir la mission d'Israël, absolument pas un appel à un cessez-le-feu ».

Quelle cynique hypocrisie ! Il ne s'agissait même pas d'un cessez-le-feu dans la guerre tout au plus d'un répit dans le martyr des Palestiniens.

« L'horreur totale [...] Aucun endroit n'est sûr à Gaza. Ni les hôpitaux, ni les abris, ni les camps de réfugiés. Personne n'est en sécurité. Ni les enfants. Ni les travailleurs de la santé. Ni les humanitaires. Ce mépris flagrant des bases de l'humanité doit cesser. », ce cri de colère du coordinateur de l'aide d'urgence de l'ONU est impuissant face à la détermination des Etats Unis, d'Israël et de ses soutiens qui si, comme la France, ils ont voté pour le cessez-le-feu, partagent le soutien des USA à la guerre génocidaire d'Israël.

L'armée a étendu son offensive au sol au sud de la bande de Gaza tout en poursuivant les destructions systématiques par les bombardements. Elle a encerclé la ville de Khan Younès, la plus grande dans le sud de la bande de Gaza, ses troupes ont commencé à y pénétrer. Après avoir déplacé de force 1,8 million de personnes du nord de Gaza vers le sud, soit environ 80 pour cent de la population, Israël a lancé un féroce bombardement aérien et une offensive terrestre visant à condamner la population à l'exode, vers nulle part... ou à mourir sous les bombes, de faim, de maladie.

### **C'est bien un génocide auquel se livre l'armée israélienne avec la participation des grandes puissances occidentales**

En droit international, comme l'indique la Convention des Nations Unies de décembre 1948, le crime de génocide est défini par « l'intention de détruire, tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ». C'est ce qui définit la guerre dont Israël a proclamé haut et fort l'objectif et son déroulement méthodique et planifié.

Le ministre israélien de la défense, Yoav Gallant, l'avait déclaré sans ambages le 9 octobre : « Nous imposons un siège complet à Gaza. Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence ». En clair, le siège vise la destruction systématique de la société palestinienne à Gaza et des Palestiniens en les tuant, en les affamant, en coupant leur approvisionnement en eau et en bombardant leurs hôpitaux.

La campagne israélienne écrit un nouvel épisode sanglant de la Nakba, « catastrophe » en arabe, au cours de laquelle quelque 750 000 Palestiniens ont été chassés de chez eux pendant la guerre de 1948 qui a conduit à la création de l'État d'Israël, soit les quatre cinquièmes de ceux qui vivaient alors dans le pays, début du long calvaire du nettoyage ethnique contraignant les Palestiniens à fuir les territoires occupés par l'armée israélienne.

### **La guerre actuelle n'est pas seulement une vengeance mais la poursuite des plans d'Israël**

Cette logique génocidaire n'est pas la conséquence d'une seule volonté de vengeance ou de punition collective même si la propagande de l'État sioniste et de ses soutiens flatte tous les sentiments de haine raciste contre les palestiniens. Elle obéit à des mécanismes inscrits dans la politique de colonisation qui fonde Israël et son expansionnisme.

La presse s'est fait l'écho des révélations du New York Times, le 1<sup>er</sup> décembre 2023, qui a publié le plan du Hamas pour l'attaque du 7 octobre 2023, plan dont les services secrets et le gouvernement de Netanyahu ont eu connaissance. Ce document obtenu par les services de renseignement israéliens « décrit méticuleusement la méthode d'attaque, reflétant exactement les événements réels », rapporte le Times.

Peu importe au final les raisons qui ont conduit les dirigeants sionistes à ignorer ce plan, incrédulité sur les capacités du Hamas, négligence combinée à une trop grande assurance d'un gouvernement plus préoccupé par la conquête de la Cisjordanie que par Gaza, volonté de laisser faire, voire de fournir un prétexte à son nettoyage ethnique de Gaza, toujours est-il que Netanyahu et l'armée

n'ont pas hésité à répondre à l'occasion que leur donnait le Hamas par une offensive d'une violence qui dépasse tout ce qu'Israël avait déjà pu commettre comme atrocité. Après avoir favorisé l'arrivée au pouvoir du Hamas contre l'Autorité palestinienne en 2006, Netanyahu et son gouvernement dominé par l'extrême droite l'ont, de diverses façons, instrumentalisé pour poursuivre le plan expansionniste du sionisme qui dicte leur politique.

Le 22 septembre 2023, ce dernier avait, avec une grande assurance, présenté devant l'Assemblée générale de l'ONU une carte du futur Israël intégrant la Cisjordanie et Gaza à son territoire, « *le nouveau Moyen-Orient* ». Dans son projet politique encore virtuel, il avait déjà réglé la question palestinienne. L'agression du Hamas, les atrocités commises lui ont donné l'occasion de mettre en œuvre ce qu'il considère comme la phase finale.

### **Les crimes du passé ne justifient pas ceux d'aujourd'hui mais condamnent le système qui les engendre**

Le calvaire des palestiniens, cette « catastrophe », est aussi une tragédie pour les israéliens condamnés à être un peuple-soldat dans Israël devenu la forteresse des USA au Moyen Orient, gardiens de leur propre prison. Une catastrophe aussi pour toute l'humanité parce que la destruction d'un peuple représente en soi une terrible régression morale et politique, idéologique, sociale. Elle trouve sa justification dans une perversion de l'histoire qui voit un peuple victime du monstrueux génocide perpétré par les nazis instrumentaliser leur propre drame pour légitimer leur prétendu droit à exterminer le peuple palestinien.

Cette perversion de l'histoire instrumentalise l'antisémitisme pour justifier la violence contre les Palestiniens, le régime raciste de l'apartheid israélien et la complicité active de ses alliés occidentaux.

Ces derniers y apportent leur pierre en désignant le Hamas comme « *le mal absolu* » et les atrocités du 7 novembre comme « *un acte purement diabolique* », selon les termes de Biden. Ce langage moral et religieux vient justifier le massacre de masse en fermant les yeux sur la responsabilité de la colonisation et de l'occupation, en masquant la responsabilité première du sionisme.

Cette perversion de l'histoire a des effets collatéraux qui exacerbent toutes les tensions nationales, sociales et politiques à travers le monde créant un terrain favorable aux démagogues rodés à flatter les haines, à dévoyer les désespoirs et les peurs, à agiter les fantasmes meurtriers pour conquérir le pouvoir au service de la perpétuation de l'ordre social et des ambitions sans limites des classes dominantes pour qui les peuples ne sont que de la chair à exploiter ou à canon. Elle sert aussi à préparer les opinions publiques aux horreurs de la guerre, à sa mondialisation dont, après la guerre d'Ukraine, la guerre en Palestine est une nouvelle étape.

La propagande officielle raciste et xénophobe, militariste, exacerbe les tensions tout autant que le déploiement poli-

cier et militaire sous couvert de lutte contre le terrorisme. À l'image de Macron qui célèbre à l'Élysée la religion juive et prépare un hommage aux victimes de l'attaque du Hamas le 7 octobre ainsi qu'aux otages sans même penser aux centaines de milliers de palestiniens victimes de la colonisation sioniste ou aux milliers de prisonniers palestiniens, otages d'Israël, traités avec brutalité, humiliés, torturés.

C'est bien cette politique de haine, raciste et xénophobe des vieilles puissances coloniales et impérialistes, leur terrorisme qui nourrit le terrorisme qu'ils prétendent combattre.

### **Un « scénario infernal imminent »**

Les dirigeants des grandes puissances qui soutiennent Israël sont de plus en plus en difficulté face aux effets délé-tères de leur propre politique, à l'indignation, à la révolte que cette dernière provoque à travers le monde. Et cela d'autant que les dirigeants sionistes sont bien incapables de formuler le début d'une issue politique à leur guerre autre que de détruire le Hamas, en réalité le peuple palestinien après avoir rendu impossible toute possibilité d'un Etat national palestinien.

Les dirigeants des pays du G7, réunis mercredi, soucieux de donner le change, ont appelé à « *revenir à un processus de paix plus large* » entre Israéliens et Palestiniens et réaffirmé leur soutien à la création d'un État palestinien : « *Nous restons attachés à un Etat palestinien dans le cadre d'une solution à deux États qui permette aux Israéliens et aux Palestiniens de vivre dans une paix juste, durable et sûre* ». Un mensonge flagrant, lucide et conscient ! Réduite comme peau de chagrin à 12 % de sa superficie initiale, la Palestine actuelle, divisée entre la bande de Gaza devenue un champ de ruines et une Cisjordanie occupée par les colons juifs chaque jour plus nombreux, ne peuvent donner naissance à une nation sans compter qu'il n'en est pas question pour Israël comme pour les USA.

En réalité personne ne croit à la solution de deux Etats et personne n'en veut. La guerre est la réponse d'Israël. Son plan, défendu ouvertement par le ministre du renseignement, a commencé à être mis en œuvre en appelant les gazaouis à fuir les zones de combat tout en concentrant dans un premier temps les bombardements aériens sur le nord de Gaza pour ouvrir la voie à une offensive terrestre pour l'étendre ensuite dans le sud jusqu'à l'occupation de toute l'enclave et créer une situation sans autre issue que de contraindre l'Égypte à accepter le transfert forcé des Palestiniens vers le désert du Sinaï. « *L'étape suivante comprendra la création d'une zone humanitaire pour aider la population civile de Gaza et la construction de villes dans une zone dédiée à leur relocalisation, dans le nord du Sinaï* », tout en maintenant un périmètre de sécurité de part et d'autre de la frontière, selon le rapport du ministère du renseignement. Le « *scénario infernal imminent* » dénoncé par l'ONU est en route. Le directeur de son agence pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini l'entérine : « *pour de nombreux Palestiniens, la*

*seule option pour un avenir meilleur est de quitter définitivement Gaza. [...] Si cette voie se poursuit, menant à ce que beaucoup appellent déjà une deuxième Nakba, Gaza ne sera plus un territoire pour les Palestiniens ».*

## **L'histoire converge vers une révolution pour une Palestine laïque, démocratique et binationale pour laquelle nous avons notre responsabilité**

La guerre en cours pourrait bien devenir le tombeau du sionisme tant le déchaînement barbare déclenché par Israël est aussi un piège pour les Israéliens, la faillite du Hamas, double échec sanglant qui est aussi celui des grandes puissances occidentales, des USA, échecs et faillite politiques dont pourrait surgir un processus révolutionnaire dont les jeunes générations seront les fers de lance.

L'histoire démontre que toute solution démocratique, tout espoir de paix passent par le démantèlement de l'État sioniste, un État d'apartheid, belliciste, instrument des puissances impérialistes occidentales et la rupture du peuple palestinien avec le Hamas et les bourgeoisies arabes. Et ce sera aux peuples, aux travailleurs palestiniens et juifs, aux acteurs de cette révolution à venir d'en définir les contours et les modalités en relation avec les peuples voisins pour construire un seul État israélo-palestinien, laïc et démocratique.

Il n'y a pas d'issue sans révolution, sans union des peuples, qui peuvent encore s'entendre malgré les souffrances et les haines accumulées et qui aspirent profondément à la paix. L'intérêt et la vie même des Israéliens et des Palestiniens se conjuguent pour rompre avec ceux qui les sacrifient sur l'autel de leurs propres intérêts.

Une large fraction du mouvement révolutionnaire apporte son soutien à la prétendue lutte de libération nationale de l'Ukraine agressée par la Russie tout en apportant sa solidarité au peuple palestinien, mais pas plus la bonne conscience que le copier\coller de la politique de solidarité le plus souvent suiviste avec les luttes de libération nationale des années 60 ne font une politique pour les classes exploitées et opprimées. La guerre par procuration menée par les USA contre la Russie et les ambitions de Poutine comme la guerre menée par Israël contre le peuple Palestinien et l'ensemble du monde arabe pour le compte des mêmes USA s'inscrivent dans une offensive des vieilles puissances coloniales et impérialistes pour perpétuer leur domination dépassée sur le monde. Il n'y aura pas de paix démocratique sans que le prolétariat ne prenne les choses en main pour en finir avec les causes des guerres, la concurrence mondialisée, la lutte pour l'appropriation des richesses des sources d'énergie et de matières première, des luttes pour dominer le marché capitaliste.

Les peuples palestinien et israélien ont besoin d'un programme politique révolutionnaire, un programme internationaliste, c'est à dire qui lie et combine les luttes de

la classe ouvrière du monde dans une même perspective construisant leur interdépendance. La solidarité avec le peuple palestinien pour en finir avec la soumission à la bourgeoisie palestinienne, que ce soit les nationalistes religieux et antisémites financée par les ayatollahs et les émirs ou les nationalistes disponibles à la collaboration avec l'État sioniste, c'est aussi la lutte contre notre propre État acteur du maintien de l'ordre capitaliste au Moyen Orient.

A notre niveau, militer pour l'union du prolétariat, l'arracher au sionisme et à l'islamisme, militer pour que les travailleurs palestiniens réussissent à nouer des liens fraternels avec les éléments conscients du prolétariat israélien, pour que le prolétariat israélien s'émancipe de la domination idéologique du sionisme en reconnaissant les droits démocratiques et nationaux des Arabes palestiniens, c'est œuvrer, dans la mesure de nos forces, à unir les forces révolutionnaires et internationalistes tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Le prolétariat conscient des vieilles puissances coloniales et impérialistes reprend à son compte les objectifs démocratiques et révolutionnaires qui conditionnent la paix, l'unité de la Palestine, l'égalité de tous les Palestiniens, juifs et arabes, la séparation de l'État et des religions, la nécessité d'un gouvernement démocratique des travailleurs en vue de l'expropriation des groupes capitalistes et de l'abolition des frontières héritées de la colonisation et de l'impérialisme et de l'instauration d'une fédération socialiste des Etats du Proche-Orient.

Les souffrances, les drames, l'impasse sanglante de la politique des dirigeants sionistes comme celle du Hamas ouvriront les cerveaux et les cœurs à la fraternisation pour panser leurs plaies en se débarrassant de leurs communs oppresseurs. Militer pour contribuer à cette transformation ici, dans un des centres du capitalisme mondialisé, c'est aider à la prise de conscience que l'avenir de l'humanité se joue dans le drame palestinien, que l'indifférence ou la passivité reviendrait à nous soumettre à nos propres exploiters continuateurs de la politique d'oppression qui a donné naissance à la tragédie du peuple juif et au calvaire des Palestiniens, à fermer les yeux sur la catastrophe en cours, la menace de mondialisation de la guerre.

*« Ainsi le sort tragique du judaïsme, écrivait Abraham Léon en 1942, reflète avec une particulière acuité la situation de toute l'humanité. Le déclin du capitalisme signifie pour les Juifs le « retour au ghetto », alors que les bases du ghetto ont disparu depuis longtemps avec les fondements de la société féodale. Pour toute l'humanité également, le capitalisme barre aussi bien le chemin du passé que la route de l'avenir. Seule, la destruction du capitalisme peut permettre à l'humanité de mettre à profit les immenses acquisitions de l'ère industrielle. [...] Jamais la situation des Juifs n'a été aussi tragique. Aux pires époques du Moyen Age, des contrées entières s'ouvraient pour les recevoir. Actuellement, le capitalisme, qui domine l'Univers entier, leur rend la Terre inhabitable. Jamais le mirage d'une Terre promise n'a tant hanté les masses juives.*

*Mais jamais une Terre promise ne fut moins en mesure qu'à notre époque de résoudre la question juive. [...] Le socialisme, dans le domaine national, ne peut qu'apporter la démocratie la plus large. Il doit donner aux Juifs la possibilité de vivre une vie nationale dans tous les pays où ils habitent ; il doit également leur fournir la possibilité de se concentrer sur un ou plusieurs territoires sans léser naturellement les intérêts des indigènes. Seule, la plus large démocratie prolétarienne peut permettre de résoudre le problème juif avec le minimum de souffrances. »<sup>1</sup>*

Aujourd'hui, le développement du capitalisme a fait de la tragédie juive le calvaire palestinien, soulignant de façon dramatique la vision d'Abraham Léon, militant trotskyste décédé en juin 1944 à Auschwitz.

*Yvan Lemaitre*

1 La conception matérialiste de la question juive. Abraham Léon, Les voies de solution de la question juive <https://www.marxists.org/francais/leon/CMQJ08.htm>